

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 111 – décembre 2022 – 5,50 €



Dossier thématique
**Juifs, résistants,
combattants**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Les pigeons parachutés, une forme atypique de collecte de renseignements

Durant la Seconde Guerre mondiale, la recherche de renseignements militaires est vitale pour les Alliés. En France, les résistants agissant au sein des réseaux de renseignement transmettent à Londres ces précieuses informations par le biais de liaisons radio clandestines ou via des courriers acheminés par Lysander ou par Hudson. En complément de l'action de ces réseaux, le *Special Operations Executive* (SOE) britannique et l'*Office of Strategic Services* (OSS) américain ont recours à une forme de collecte de renseignements plus originale consistant à parachuter des pigeons voyageurs avec l'espoir qu'ils soient renvoyés en Angleterre chargés de données fournies par des habitants.

Placés dans des containers spéciaux, plus de 16 000 pigeons voyageurs sont parachutés par la *Royal Air Force* en France occupée en vue d'obtenir des renseignements de la part de la population. Les services de renseignements alliés ciblent des zones stratégiques précises afin de recueillir des informations sur certaines installations allemandes comme les rampes de lancement de V1 qui se trouvent dans les régions proches de la Manche ou les défenses côtières du Mur de l'Atlantique.

Un kit du parfait agent de renseignement

Le container servant à larguer les volatiles est un modèle réglementaire employé par les troupes aéroportées britanniques qui continuent à utiliser les pigeons voyageurs comme moyen de transmission⁽¹⁾. Ce container se présente sous la forme d'un tube en carton épais, cannelé à l'intérieur, mesurant un peu plus de 30 centimètres de long pour un diamètre de 17 centimètres. Sur sa face avant est aménagée une ouverture permettant de faire entrer et sortir le pigeon tandis qu'à l'arrière du tube se trouvent cinq trous d'aération de 20 millimètres. Transformée pour être aéroportée, cette boîte est munie d'un sac de jute à quatre rabats dans lequel vient se loger un parachute blanc d'un mètre de diamètre. Sous le container est accrochée une enveloppe contenant un mode d'emploi, un questionnaire précisant le type de renseignements souhaités ainsi qu'une feuille vierge et un crayon à papier pour transmettre les données. Un petit sac de toile renfermant des graines de maïs et de blé pour nourrir le pigeon ainsi qu'un petit tube en matière plastique à attacher à une patte du volatile pour l'envoi du questionnaire complètent ce kit du parfait espion.

Si par chance la personne qui recueille le pigeon est favorable à la Résistance et qu'elle prend le risque de servir la cause alliée, il lui faut suivre un certain nombre de consignes. Contenues dans une note, elles précisent comment prendre

soin de l'oiseau et le préparer à sa mission de retour : « Dès que vous arrivez chez vous, donnez de l'eau et de la nourriture au pigeon. Laissez-lui assez d'espace pour remuer à son aise jusqu'à son envol. Soignez-le bien (si c'est nécessaire pendant quelques jours) car il a un rôle très important à remplir⁽²⁾. ». Mais le plus compliqué pour un civil ordinaire est de collecter des renseignements militaires exploitables et de les synthétiser dans un court message qui sera placé dans le petit tube du kit avant d'être fixé à la patte du pigeon. Une fois relâché, le précieux messenger s'envolera avec des renseignements vers son pigeonnier militaire en Angleterre qu'il sait rejoindre quel que soit le lieu où il se trouve et quelle que soit la distance à parcourir.

Un système archaïque et aléatoire

À l'évidence, cette technique de transmission reste très aléatoire. Ainsi près de neuf pigeons sur dix⁽³⁾ n'ont pas rejoint le sol britannique soient qu'ils n'aient pas été découverts, soient qu'ils n'aient pas été renvoyés, soient qu'ils aient été tués lors de leur voyage de retour. Une note du Bureau central de renseignement et d'action français (BCRA) sur l'utilisation des pigeons voyageurs, établie à Londres le 22 mai 1944, rappelle qu'ils ont plusieurs ennemis : « *Le faucon, et le chasseur, pendant le vol, et pendant l'hébergement, les rats et les chats*⁽⁴⁾. » Malgré tout le recours à cette forme originale de colombophilie militaire s'est poursuivie jusqu'à la fin de la guerre. Par exemple, au printemps 1944, l'agriculteur André Ybert récupère un de ces pigeons parachutés non loin de la future plage de débarquement d'*Omaha beach* dans le Calvados. Sans hésiter, il renvoie les renseignements demandés. Après la guerre, son geste lui vaudra de recevoir un diplôme de reconnaissance du gouvernement britannique pour avoir « *aidé à transmettre des informations sur l'ennemi par pigeon voyageur aux forces armées de sa majesté au Royaume-Uni*⁽⁵⁾ ». Mais les civils ne sont pas les seuls à voir reconnaître leur mérite.



Container à pigeon voyageur avec parachute conservé au musée de l'Ordre de la Libération.

© Musée de l'Ordre de la Libération / Photo Lara Pholev/ECPAD/Défense.

Entre 1943 et 1949, 32 pigeons voyageurs reçoivent la médaille Dickin créée en 1943 par la Grande-Bretagne pour récompenser les services rendus par les animaux durant la guerre.

Le recours à ce mode de transmission archaïque prouve à quel point les enjeux du renseignement sont cruciaux pour les Alliés qui croisent en permanence différentes sources de renseignement. Les informations transmises par les populations civiles au moyen de ces pigeons viennent compléter celles fournies par les réseaux de Résistance, par les avions d'observation et par l'interception et le décryptage de messages codés ennemis. ●

Frantz Malassis

(1) Le container est alors fixé à l'avant du harnais des parachutistes chargés des liaisons.

(2) Xavier Aumage et Julie Baffet, *Mémoires d'objets. Histoire de résistants*, Ouest-France, 2016, p.38.

(3) W.H. Osman, *Pigeons in World War II*, Londres, The Racing Pigeon Publishing Co Ltd, 1950.

(4) Archives nationales 3 AG2/450

(5) Le musée du débarquement de Utah Beach à Sainte-Marie-du-Mont (Manche) a consacré une vitrine entière à cet épisode d'histoire locale. Cet espace présente le container équipé de son parachute ainsi que la quasi-totalité des éléments conservés par André Ybert (sac de graines, notice illustrée expliquant comment placer le tube à message sur la patte du pigeon). À côté de ces pièces évocatrices est exposé le certificat de reconnaissance d'André Ybert signé du *Field-Marshal chief of Imperial General Staff*.

En couverture : Groupe du bataillon Carmagnole à Villeurbanne en septembre 1944. *Mémorial de la Shoab/Coll. David Diamant* – « Juifs de Paris », tract en yiddish de la milice patriotique juive de Paris du 31 août 1944 annonçant la formation d'une milice de 100 volontaires. © *Mc Master University* – Tract de la Milice patriotique juive appelant à s'engager dans cette formation. *Archives départementales de Seine Saint Denis 335J31 / David Diamant* – *Archives du PCF*.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Juifs, résistants, combattants

- Aspects de la résistance des Juifs en France p. I à V
Par Fabrice Bourrée
- Le Mouvement de Jeunesse Sioniste (MJS) p. VI
Par Fabrice Bourrée
- La chute de la section parisienne de l'Organisation Juive de Combat (OJC) p. VII
Par Fabrice Bourrée
- La milice patriotique juive et la libération de Paris p. VIII
Par Fabrice Bourrée

Histoire d'objets de la Résistance..... p. 2

La vie de la Fondation de la Résistancep. 4-5-6 et 8

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistancep. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.
Comité de rédaction: Raphaëlle Bellon, Fabrice Bourrée, Fabrice Grenard, Frantz Malassis.
Contributeurs: Maurice Bleicher, Jean-François Treffel.
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression: humancom - 2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 111: 5,50 €
Commission paritaire n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal: décembre 2022

La Fondation de la Résistance a cette année, comme elle en l'habitude, coordonné la brochure du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème porte sur « L'École et la Résistance. Des années sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945) ».

Au côté des ministères de l'Éducation nationale et des Armées, des musées, des centres d'archives, des associations, des autres fondations de la Seconde Guerre mondiale et bien sûr des enseignants, sans lesquels rien ne serait possible, la Fondation de la Résistance

s'emploie à promouvoir et dynamiser le CNRD. En plus de cette brochure papier, qui a été distribuée à tous les établissements scolaires pouvant y participer, une version numérique augmentée et des corpus documentaires sont accessibles en ligne depuis nos sites internet. Des vidéos réalisées autour de ce concours sont également mises en ligne sur la chaîne YouTube de la Fondation. En outre, la Fondation est présente lors des formations académiques organisées partout en France pour présenter le thème du CNRD 2022-2023 aux enseignants.

Cette forte mobilisation de notre institution dans ce concours est à mes yeux essentielle pour transmettre aux jeunes générations les valeurs de la Résistance. Elle correspond à l'une des missions que nous ont assignées les résistants et les résistantes issus de tous les courants de pensée en créant, il y a près de trente ans, la Fondation de la Résistance. Ces valeurs, les résistants les avaient inscrites au cœur du programme d'action de la Résistance adopté lors de la réunion plénière du Conseil national de la Résistance (CNR) le 15 mars 1944. Par ce texte, ils affirmaient qu'ils ne souhaitaient pas simplement libérer la France et rétablir la République mais qu'ils désiraient ardemment que cette France qu'ils contribueraient à reconstruire soit socialement et économiquement plus juste et plus solidaire.

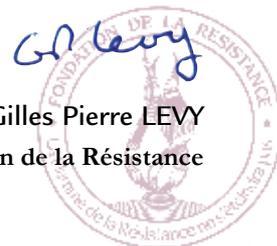
En 2023, la Fondation va célébrer le quatre-vingtième anniversaire de la réunion constitutive du CNR présidée par Jean Moulin en plein Paris occupé le 27 mai 1943. Cette réunion consacrait l'unité de la Résistance et donnait à la France libre de Londres une légitimité renforcée par le soutien clair de la Résistance en France occupée. Dans ce cadre, nous avons prévu de nous engager dans un programme d'action ambitieux avec notamment, outre d'importantes cérémonies commémoratives, un colloque international, une exposition historique itinérante ainsi qu'une exposition de photographies sur les protagonistes de « ce parlement clandestin de la Résistance » qui s'affichera sur les grilles de notre bâtiment dès le printemps.

L'année 2023 sera aussi l'occasion de fêter le trentième anniversaire de la Fondation de la Résistance. Dans le prochain numéro de notre revue, nous vous informerons des événements liés à ces deux anniversaires auxquels vous serez conviés. ●



Le mot du Président

L'anniversaire de la première réunion du Conseil National de la Résistance nous incite à réfléchir au message de ceux qu'il réunissait et aux valeurs qu'ils nous ont transmises. Ne les oublions pas. Je vous souhaite une excellente année 2023.



Gilles Pierre LEVY
Président de la Fondation de la Résistance

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation 2022-2023

Comme lors des précédentes éditions, l'ensemble de l'équipe de la Fondation de la Résistance s'investit dans le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), dont le thème est pour la session 2022-2023 « L'École et la Résistance : des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945) ».

Promouvoir le CNRD

La brochure nationale (éditée sous la forme de *La Lettre* n° 110), coordonnée par la Fondation de la Résistance, a été distribuée à la rentrée 2022 dans tous les établissements scolaires et à différentes institutions investies dans le concours. Une version numérique, au contenu enrichi de nouvelles ressources, a également été mise à la disposition de tous ceux et celles qui participent au concours. Elle est accessible en ligne depuis le site de la Fondation de la Résistance, le portail Canopé du CNRD et depuis les sites de nombreuses autres institutions.

L'équipe de la Fondation a également conçu un ensemble de ressources, dont des *corpus* documentaires sur le site du Musée de la Résistance en ligne. Des ressources pédagogiques élaborées spécifiquement pour le CNRD, notamment une activité de découverte du thème et des ressources à destination des élèves, sont également disponibles. Des vidéos dédiées au CNRD sont par ailleurs régulièrement mises en ligne sur la chaîne YouTube de la Fondation. Elles portent soit sur des aspects méthodologiques, soit sur des études de cas, et sont destinées à nourrir la réflexion des candidats et candidates. Enfin, une éphéméride CNRD a été créée qui permet de découvrir chaque jour jusqu'en mars une ressource, un événement, un conseil méthodologique.

Formation des enseignants

La Fondation était représentée lors de plusieurs formations académiques, au cours desquelles Raphaëlle Bellon, responsable des activités pédagogiques, a présenté la brochure et son contenu, ainsi que les ressources nationales. Tristan Lecoq, IGESR, est revenu sur le thème du concours.

Ces formations ont été organisées partout en France.

Le 18 octobre 2022, au CHRD de Lyon Laurent Douzou et Fabrice Grenard sont intervenus pour présenter respectivement « La Résistance et l'École » et « Les instituteurs, des personnes ressources et des acteurs locaux importants de la Résistance ». De leur côté, Catherine Vercueil, Valérie Ladigue et Frédéric Foulletier exposaient les modalités de participation au CNRD.

Le 21 octobre, à Rouen, à l'initiative de Michael Couronnet, IA-IPR de Lettres-Histoire, une journée d'information sur le CNRD a été organisée durant laquelle Cédric Coicaud et Samuel Guerin ont montré des réalisations d'élèves tandis que Bertrand Lecreur faisait découvrir les ressources du Munaé.



d'Histoire-Géographie) durant laquelle est intervenu Laurent Sellier.

Enfin, trois autres rencontres avec des enseignants préparant le CNRD sont prévues : le 2 décembre à Gonesse, le 7 décembre à Laval, le 8 décembre à Laon sur lesquelles nous reviendront plus en détail dans le prochain numéro de *La Lettre*.

Outre ses interventions lors des rendez-vous de l'Histoire de Blois (table ronde de l'APHG) et lors de la journée d'études organisée par le CHRD à Lyon, Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation, est également intervenu pour sa part afin de présenter le thème du CNRD « L'École et la Résistance » lors d'une journée de formation organisée à Annecy le 29 novembre par le conseil départemental de la Haute-Savoie, lors d'une journée d'études organisée à destination des élèves de Louis-le-Grand le 1^{er} décembre et lors de la journée académique organisée le 2 décembre à destination des enseignants de l'académie de Reims au mémorial Charles de Gaulle de la Boissierie.

Le CNRD sur le Musée de la Résistance en ligne

Depuis la session 2013-2014 du CNRD, l'équipe du Musée de la Résistance en ligne propose une sélection de documents en lien avec le thème de l'année en cours. Pour la session 2022-2023 portant sur l'École et la Résistance, une exposition virtuelle a été mise en ligne en octobre dernier. Suivant le plan adopté dans la brochure nationale, elle contient une centaine de documents analysés et contextualisés issus de fonds d'archives variés.

En parallèle, l'équipe de Provence Alpes Côte d'Azur (MUREL PACA) a souhaité également mettre en ligne dans son espace dédié un *corpus* documentaire privilégiant le cadre régional. Les documents présentés proviennent pour l'essentiel des fonds des archives départementales des Bouches-du-Rhône. Ce travail a été assuré par Sylvie Orsoni, Marilyne Andréo et Pierre Ciantar de l'équipe du MUREL PACA. Ce *corpus* doté d'une quarantaine de notices est composé de cinq parties : « Une École nouvelle » ; « Une École épurée » ; « Rapports de l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône (1941-1942) » ; « Résistance » ; « Parcours et témoignages ». L'équipe envisage de renouveler ce type d'action pédagogique.

Dans son espace pédagogique, le Musée de la Résistance en ligne propose également de consulter la brochure nationale coordonnée cette année par la Fondation de la Résistance et sa version numérique augmentée. Cette rubrique dédiée au CNRD offre également une recension des ressources mises à disposition par les services d'archives, musées de la Résistance et de la Déportation, associations et autres structures que ce soit au plan national ou local. Cette recension est régulièrement enrichie par de nouvelles ressources. ●

RB et FB

JUIFS, RÉSISTANTS, COMBATTANTS



Un groupe F.F.I. juifs de LYON.

Groupe du bataillon Carmagnole à Villeurbanne, après la libération de la ville en septembre 1944.

Mémorial de la Shoah / Coll. David Diamant

SOMMAIRE

- Aspects de la résistance des Juifs en France p. I à V
Par Fabrice Bourrée
- Le Mouvement de Jeunesse Sioniste (MJS) p. VI
Par Fabrice Bourrée
- La chute de la section parisienne de l'Organisation Juive de Combat (OJC) p. VII
Par Fabrice Bourrée
- La milice patriotique juive et la libération de Paris p. VIII
Par Fabrice Bourrée

Traqués et persécutés du fait des mesures antisémites mises en place par le régime de Vichy et de la politique de déportation et d'extermination raciale pratiquée par les nazis, les Juifs résidant sur le sol français en 1940 ont souvent été parmi les premiers à développer des actions de résistance. Si certains agissent au sein d'organisations non juives, des organisations spécifiquement juives ont également été développées pour mener la lutte contre les Allemands et leurs auxiliaires de Vichy. Complément d'une exposition virtuelle disponible sur le Musée de la Résistance en ligne, ce dossier s'efforce de proposer une synthèse sur ce sujet encore mal connu.

sorte un héritage politique alors que les Juifs français, intégrés parfois depuis plusieurs générations, étaient traditionnellement légalistes. Leur judaïsme passant au second plan, c'est avec réticence qu'ils se positionnaient politiquement en tant que Juifs. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Juifs étrangers étaient mieux préparés pour passer dans la clandestinité et ce d'autant plus qu'à la veille de la guerre ils étaient déjà regroupés dans des organisations juives communistes ou sionistes marquant ainsi leur volonté de maintenir leur identité. L'attitude légaliste a quant à elle caractérisé les institutions reconnues du judaïsme français. Dans bien des cas, la politique antisémite mise en place par Vichy a également développé une conscience juive parmi ceux qui avant la guerre n'en avaient pas.

Aspects de la résistance des Juifs en France

Par Fabrice Bourrée

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, environ 300 000 personnes se reconnaissent comme Juifs en France. Il ne s'agit cependant pas d'une communauté à proprement parler mais d'un ensemble très divers constitué de près de 180 000 Juifs français depuis plusieurs générations ou récemment naturalisés (que l'on nomme « israéliques ») et d'environ 120 000 Juifs étrangers ou apatrides dont beaucoup sont encore non francophones. Ces Juifs étrangers le plus souvent originaires d'Europe de l'Est sont arrivés en France pour la plupart depuis les années 1920, chassés par la misère, l'antisémitisme, la répression politique et la montée du nazisme. Ils ne représentent cependant que 5 % des étrangers résidant alors en France.

Dès septembre 1939, les Juifs français répondent aux consignes de mobilisation comme l'ensemble de la population française. Les volontaires étrangers affluent pour s'engager. Quarante-trois mille étrangers sont incorporés sur 83 000 demandes et parmi ces derniers environ 25 000 Juifs.

Ils sont enrôlés soit dans les régiments de marche des volontaires étrangers (RMVE), soit dans l'infanterie de la Légion étrangère, soit dans l'armée polonaise reconstituée sur le territoire français⁽¹⁾.

Les premières victimes de la législation antisémite mise en place par l'État français furent les Juifs étrangers. L'historienne Renée Poznanski souligne que « même lorsque les arrestations ont frappé indifféremment les Juifs français et étrangers, il était plus facile aux Juifs français, soit de se dissimuler sous une identité aryenne, soit de se fondre dans un mouvement de Résistance non juif, où ils se distinguaient peu de leurs compatriotes non juifs⁽²⁾ ». Les Juifs antinazis allemands, autrichiens ou tchèques sont également menacés d'arrestation pour être remis aux Allemands du fait d'une clause imposée par le vainqueur dans le traité d'armistice (remise par les autorités françaises des réfugiés antinazis considérés comme « responsables de la guerre »).

Chez les Juifs étrangers, notamment ceux qui avaient fui les régimes autoritaires et répressifs d'Europe de l'Est, la lutte clandestine était en quelque

1940-1941.
Les débuts de la lutte clandestine.
Le temps de l'aide et du sauvetage

La première action des Juifs dans la Résistance a été de mettre en place une résistance civile d'aide et de sauvetage en réaction aux exclusions et aux persécutions dont ils étaient les victimes.

Née de la volonté du parti communiste de créer des sections réunissant les travailleurs immigrés en France, **la Main d'œuvre immigrée (MOI)** voit le jour en 1932. Parmi ses différentes branches, la section juive se compose principalement de Juifs immigrés naturalisés et de Juifs étrangers originaires pour la plupart d'Europe centrale (Pologne Hongrie, Roumanie) et installés en région parisienne. À partir de l'été 1940, les associations d'entraide développées avant la guerre dans le cadre de la section juive de la MOI interdite par le gouvernement Daladier en septembre 1939, se reconstituent sous le nom de « Solidarité ». Derrière des activités semi-légalement d'entraide à l'égard des familles juives les plus nécessiteuses et les plus touchées par la guerre, « Solidarité » permet également de maintenir des activités militantes (diffusions de tracts et de journaux clandestins) et de continuer à diffuser la propagande communiste au sein de la communauté juive. L'organisation sert de vivier



Musée de la Résistance Nationale / collection historique, 1985

Machine à écrire à caractères hébraïques ayant servi à la frappe d'imprimés clandestins en yiddish de la section juive de la MOI.



Archives de la Préfecture de Police de Paris

Henri Krasucki (1924-2003), un des responsables parisiens des Jeunesses communistes clandestines.



Mémorial de la Shoah, Paris (France)

David Knout et sa sœur à Tel Aviv en mars 1950.

aux différentes institutions qui se développeront à partir de 1942 pour intensifier la lutte armée contre l'occupant et développer des réseaux de sauvetage des juifs persécutés.

Les Jeunesses communistes (JC) et les différentes associations sociales, culturelles et sportives qui leur sont liées constituent une véritable famille pour les jeunes immigrés juifs arrivés en France avec leurs parents au cours de l'entre-deux-guerres. Cette organisation favorise l'entraide, la camaraderie mais aussi l'intégration à la société française. Alors que les JC sont également interdites en septembre 1939, beaucoup de jeunes Juifs restent fidèles à l'institution qui se reconstitue dans la clandestinité au début de la guerre et de l'Occupation. Mobilisées pour développer les premières actions de propagande menées en 1940 (diffusions de tracts et de journaux clandestins), les JC servent également de vivier à partir de l'été 1941 pour la constitution des premiers groupes de combat par le parti communiste avec la création des Bataillons de la Jeunesse puis des Francs-tireurs et partisans (FTP).

Si « Solidarité » et les JC se développent essentiellement en région parisienne, d'autres initiatives ont également lieu en province. Au lendemain de la défaite, une organisation clandestine sioniste voit le jour à Toulouse sous l'impulsion du poète d'origine russe David Knout, de son épouse Ariane et de l'ingénieur Abraham Polonski ; elle prend pour appellation **la Main Forte**. Son objectif principal est la création d'un État juif en Palestine. Elle rassemble quelques recrues autour d'un cercle d'études juives animé par Arnold Mandel et Paul Roitman. Affaiblie par le départ de David Knout en Suisse en 1942, la Main Forte se transforme en une organisation de lutte armée, l'Armée juive⁽⁹⁾.

Comptant 2 500 membres à la veille de la Seconde Guerre mondiale, **les Éclaireurs israélites de France (EIF)**, fondés et dirigés par Robert Gamzon, constituent le plus important mouvement de jeunesse juive en France. Malgré le déclenchement de la guerre, les EIF poursuivent leurs activités, mettant notamment en place des maisons d'enfants. Après l'interdiction du scoutisme par les Allemands en zone occupée puis

la dissolution des EIF ordonnée par le Commissaire général aux Questions juives en novembre 1941, des structures clandestines se mettent en place sous couvert de leur intégration au sein de l'Union générale des Israélites de France (UGIF). À partir de 1942, le Service social des Jeunes va servir de couverture à l'organisation clandestine que créent les EIF : la Sixième. Cette organisation clandestine, dirigée par Henri Wahl et Ninon Weyl-Haït en zone Sud et Simon Lévitte et Emmanuel Lefschetz en zone Nord, se charge essentiellement de la confection de fausses identités, de la recherche de planques pour les jeunes et, parfois, de leur passage clandestin en Suisse ou en Espagne. Au-delà de cet aspect, la Sixième participe également à la résistance « nationale » en apportant son soutien à plusieurs organisations de Résistance comme Combat, les Mouvements unis de Résistance (MUR) ou Victoire à qui elle fournit notamment des faux papiers. Elle partage également un laboratoire commun de fabrication de faux papiers avec le Mouvement de libération nationale (MLN).

Été 1941-1942. Le passage à la lutte armée

Si les actions d'aide et de sauvetage développées à partir de 1940 se poursuivent jusqu'à la fin de la guerre, l'été 1941 marque l'apparition de nouvelles formes de résistance avec les débuts de la lutte armée. La méthode de la guérilla urbaine est surtout la marque des communistes, mais d'autres organisations commettent également des attentats et des sabotages.

Après le basculement du parti communiste clandestin dans la lutte armée au cours de l'été 1941, consécutif à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, les résistants communistes se structurent au sein de l'Organisation spéciale, des Bataillons de la Jeunesse puis des Francs-tireurs et partisans français (FTPF) à partir d'avril 1942. En leur sein s'organisent les FTP-MOI issus en grande partie des militants de la Main d'œuvre immigrée. En région parisienne, les FTP-MOI sont organisés en quatre détachements et une équipe spéciale. Chaque détachement regroupe



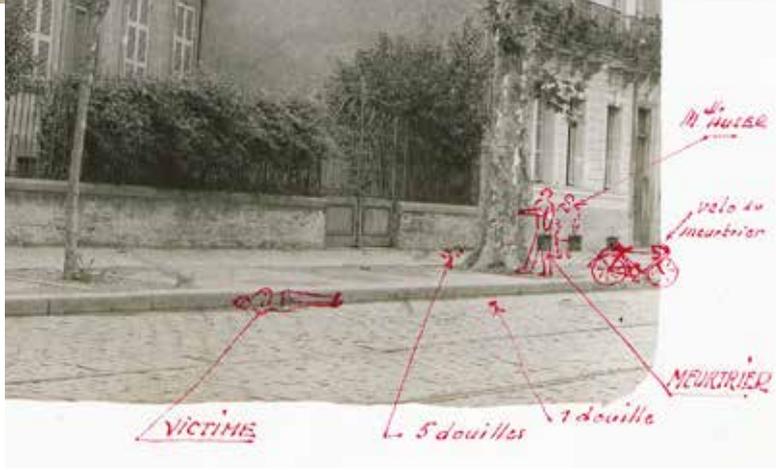
Samy Klein, Marc Haguenau, Edmond Fleg et Robert Gamzon photographiés à Beauvallon (Var) en avril 1941 lors d'un séminaire des cadres des EIF.

Mémorial de la Shoah, Paris (France)

Centre russe pour la conservation des archives en histoire politique et sociale (RCASPI)



Nicolas Cristea, chef d'équipe du 1^{er} détachement des FTP-MOI, photographié en Espagne avec son uniforme des Brigades internationales.



Photographie judiciaire des lieux de l'attentat perpétré contre Pierre Lespinasse à Toulouse. Avocat général auprès de la Section spéciale de Toulouse, Pierre Lespinasse est abattu en pleine rue le 10 octobre 1943 en représailles de l'exécution de Marcel Langer, premier commandant militaire de la 35^e Brigade FTP-MOI, au procès duquel il avait requis la peine capitale. Conseil départemental de la Haute-Garonne/Archives départementales, 5795 W 574



Jetty « Jeannine » Sontag, membre de Carmagnole, assassinée le 20 août 1944 à Saint-Genis-Laval.

Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne, fonds Carmagnole-Liberté

des résistants de même nationalité ou bien parlant la même langue. Ainsi, le « détachement juif », commandé par Sevek Kirshenbaum, comprend principalement des Juifs polonais parlant le yiddish. Le combat n'est pas que militaire, il est aussi politique. La lutte est trop asymétrique entre ces jeunes volontaires immigrés et leurs adversaires. Supérieur en nombre, l'occupant allemand traque ces détachements avec l'aide des policiers français des Brigades spéciales. Les FTP-MOI de la région parisienne sont victimes d'une première série d'arrestations à l'automne 1942 et démantelés en novembre 1943.

En 1942, d'autres unités FTP-MOI commencent à s'organiser, notamment en zone Sud. Si le premier embryon de ce qui sera le détachement Carmagnole apparaît à Lyon au printemps 1942, ses activités commencent réellement à l'automne 1942 après l'invasion de la zone Sud. Même constat à Marseille qui voit naître le détachement Marat au printemps 1942 sous la direction de Basil Serban mais dont les actions commencent également à l'automne 1942. À Toulouse, Marcel Langer, communiste polonais issu d'une famille

juive, met sur pied la 35^e Brigade FTP-MOI. Il la commande d'octobre 1942 jusqu'à son arrestation le 5 février 1943, date à laquelle Jan Gerhard lui succède. Enfin, c'est au printemps 1943 que le bataillon Liberté apparaît à Grenoble. Composée essentiellement de jeunes juifs communistes souvent d'origine étrangère, cette unité FTP-MOI multiplie ses actions après l'occupation des régions alpines par les troupes allemandes en septembre 1943.

1943. Extension et unification

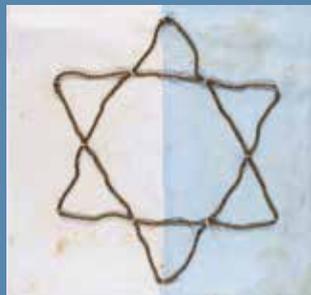
Comme pour l'ensemble de la Résistance, les organisations juives connaissent au cours de l'année 1943 un double processus d'unification et d'extension destiné à développer leurs actions et à accroître leur efficacité alors que le basculement du cours de la guerre en faveur des Alliés ouvre la perspective d'une libération prochaine.

En avril 1943, la direction nationale clandestine de la section juive de la MOI, réunie à Paris, décide de créer une nouvelle organisation : l'Union des Juifs pour

la Résistance et l'Entraide (UJRE), qui a pour objectif le regroupement de toutes les organisations juives illégales, comprenant aussi bien des Juifs étrangers que français. À partir de l'automne 1943, des groupes de combat sont mis en place, notamment à Lyon sous la direction d'Albert Goldman, à Grenoble sous le commandement de Maurice Iglu, ou encore à Marseille sous celui de Nat Taich et Albert Lévine. Les unités militaires de zone Sud sont placées sous l'autorité de Charles Lederman puis sous celle de Jacob Tancerman. Au printemps 1944, l'UJRE organise à Paris une milice patriotique juive qui groupe jusqu'à 200 membres.

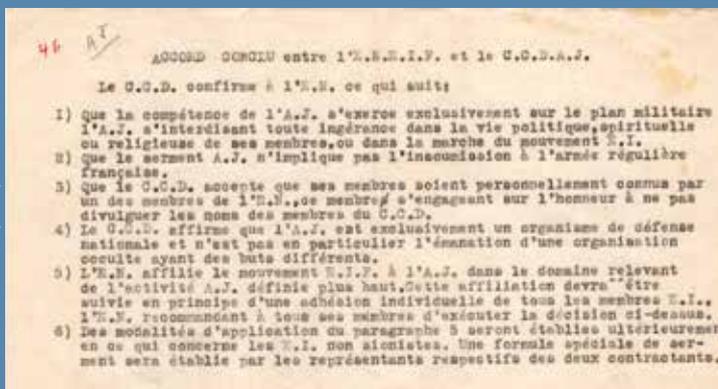
Peu de temps après la création de l'UJRE, une organisation de masse destinée aux jeunes juifs est mise en place : l'Union de la jeunesse juive (UJJ). L'objectif principal est de les unir et de les mobiliser dans la lutte contre l'occupant et ses collaborateurs en zone Sud. C'est l'occupation d'une partie de la zone Sud par l'armée allemande en novembre 1942 après le débarquement allié en Afrique du Nord⁽⁴⁾ qui pousse les responsables juifs communistes

Yad Vashem Museum Artifacts Collection



Drapeau frappé de l'étoile de David, utilisé par Josué Lifshitz pour faire prêter serment aux nouvelles recrues du groupe de résistants juifs qu'il dirigeait à Limoges.

Mémorial de la Shoah, Paris (France)



Accord du 1^{er} juin 1944 signé entre les EIF et l'AJ, en vertu duquel l'autorité militaire est confiée à l'AJ tout en respectant les choix idéologiques des deux parties.



Yad Vashem

Ernest Lambert, fondateur du groupe franc de Lyon de l'AJ, est fusillé par les Allemands à Portes-les-Valences le 8 juillet 1944.

à développer cette organisation de jeunesse. Les quelques centaines de militants que va compter l'UJJ de mai 1943 à la Libération mènent des actions de propagande et se dotent d'un journal clandestin *Jeune combat*. Certains s'engagent dans la lutte armée aux côtés des adultes de l'UJRE et des FTP-MOI.

L'Armée juive (AJ) est mise en place à Toulouse au cours du mois de janvier 1942 par la conclusion d'un accord entre Abraham Polonski et le dirigeant sioniste Aron Lublin (dit Lucien). Elle est la suite de l'organisation créée à Toulouse en 1940 par David Knout. L'AJ devient une organisation structurée avec des objectifs précis : la lutte contre les nazis puis, à terme, l'établissement en Palestine. En 1943, par la signature d'un accord avec le « Joint » (*American Jewish Joint Distribution Committee*), l'AJ obtient des fonds lui permettant d'assurer ses missions de sauvetage et sa volonté de lutter par les armes. Plus encore, les EIF et le Mouvement de Jeunesse Sioniste, créé à Montpellier en 1942, concluent avec l'organisation différents accords, qui permettent de sauver un nombre plus conséquent de vies mais aussi de combattre avec plus de force l'occupant. À la suite de ces accords, l'AJ prend la nouvelle appellation d'Organisation juive de combat (OJC), en hommage aux insurgés du ghetto de Varsovie. En 1944, l'OJC crée des groupes de combat dans certaines villes de France dont les principales sont Toulouse, Lyon, Nice, Limoges et Paris. L'Organisation juive de Combat est reconnue dans le cadre des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), sous le numéro 884, par la 17^e Région militaire dont le siège était à Toulouse.

1944. La formation des maquis

Les maquis apparaissent en France en 1943 dans le contexte de l'adoption de la loi sur le Service du travail obligatoire (STO). Il faut attendre l'hiver 1943-1944 pour voir apparaître les premiers maquis de l'Armée juive dans le Tarn et sur le plateau du Vivarais-Lignon, au carrefour de l'Ardèche et de la Haute-Loire. C'est à la même période que, forts de l'implantation de chantiers ruraux dans le même secteur, les EIF installent leur premier maquis à Vabre, à l'Est du département du Tarn. L'effectif total de ces

maquis n'excède pas les 180 hommes. Un des traits distinctifs importants de ces maquis juifs concerne les signes extérieurs d'identification juive, toujours avec cette volonté de se singulariser en tant que Juif dans le combat. Comme le soulignait Jacques Lazarus, cadre de l'Armée juive : « *Traqués en tant que Juifs, nous voulions montrer à l'ennemi que c'était aussi en tant que Juifs que nous combattons*⁽⁵⁾ ». Le maquis FTP-MOI de la croix du Ban, né d'une volonté du bataillon FTP-MOI Liberté, voit le jour quant à lui en juin 1944.

Bourg montagnard à la pointe orientale du département du Tarn, Vabre accueille son premier maquis en mars 1943. En décembre 1943, les EIF fondent le maquis de La Malquière (vieille ferme dans un hameau de la commune de Viane) placé sous la direction de Roger Cahen. Abandonnant la Malquière, une partie des EIF s'installe à La Roque en mars 1944, et à Lacado en avril. Les responsables de ces deux maquis sont Roger Cahen, Gilbert Bloch et Adrien Gensburger. L'ensemble est placé sous le commandement de Robert Gamzon. Dans le cadre des MUR, les **maquis de Vabre** deviennent le corps franc de la libération n° 10, avant de rejoindre les FFI. L'organisation est structurée en trois compagnies, dont la deuxième est issue des maquis juifs des EIF. En juin 1944, elle prend l'appellation de compagnie Marc Haguenau.

L'Armée juive (AJ) a implanté des maquis dans deux zones géographiques propices à l'accueil des Juifs : le département du Tarn et le plateau du Vivarais-Lignon. Située au cœur des Cévennes et possédant une tradition d'accueil pour les persécutés du fait d'une forte implantation de la religion protestante, la région du Chambon-sur-Lignon est devenue un site privilégié pour la formation d'un maquis juif sous l'autorité d'André Bass à la fin de l'année 1943. Lui aussi marqué par une importante présence protestante, le département du Tarn se caractérise par ailleurs par une proximité géographique avec la frontière espagnole qui en fait également un lieu favorable à l'implantation de **maquis de l'Armée juive**. Le 15 novembre 1943, les dirigeants de l'AJ créent leur premier maquis autonome à Biques après une première expérience au sein d'un maquis de l'Armée



Mémorial de la Shoah, Paris (France)

Photographie prise au maquis de l'Espinassier lors d'une tournée d'inspection de Jacques Lazarus en mai 1944.

Souhaitant marquer leur spécificité juive, les maquisards hissent, à côté du drapeau français, le drapeau bleu-blanc symbolisant le futur État juif. Lors de leur intégration au sein du Corps franc de la Montagne noire, les maquisards n'ayant plus la possibilité de hisser ce drapeau arborent des épaulettes bleu-blanc.

secrète au Rec. Le maquis de Biques est dirigé par Sal Meyer puis Pierre Loeb, secondé par Henri Broder. Maurice Hausner a également des responsabilités dans le commandement. Jacques Lazarus, l'un des initiateurs de ces maquis assure les liaisons avec la direction de l'AJ à Toulouse et inspecte régulièrement les camps. L'objectif est de fournir aux recrues les rudiments d'une instruction militaire afin de les faire participer à la lutte armée contre l'occupant et le régime de Vichy. Le maquis de Biques se déplace à Lacaune (La Jasse de Martinou) en mars 1944, avant que les cadres de la Résistance locale n'ordonnent le repli et que les maquisards s'installent à Lespinassier le 25 avril 1944.

Le 6 juin 1944, entre 40 et 50 combattants des FTP-MOI de Lyon gagnent les monts du Lyonnais et créent le **maquis du col de la croix du Ban**. Seule une vingtaine d'entre eux restent sur place, les autres regagnant rapidement Lyon pour reprendre la guérilla urbaine. Le maquis est placé sous le commandement militaire d'Ignaz Krakus, dit *Roman*, ancien cadre du bataillon FTP-MOI Carmagnole, assisté notamment de Solomon Mossovic. Bien qu'étroitement lié au détachement Carmagnole, ce maquis a une existence autonome et mène de nombreuses actions de sabotage et de harcèlement de l'ennemi. Ses effectifs vont progressivement augmenter pour atteindre près de 200 combattants au moment des combats pour la libération de Lyon.

Vers la libération du territoire

Conformément aux accords passés avec la résistance tarnaise, les maquis de l'AJ et des EIF s'intègrent à l'organisation départementale des FFI à compter du Débarquement. C'est ainsi que le maquis des El devient la 2^e compagnie Marc Haguenau du corps franc de la libération 10 du Tarn sous l'autorité de l'Armée secrète. Les maquisards de l'AJ, quant à eux, rejoignent le Corps franc de la Montagne noire et y forment le peloton Trumpeldor⁽⁶⁾. Les groupes de combats de villes de l'Armée juive prennent également part aux combats de la libération, notamment dans la capitale. Du côté des organisations à tendance communiste, les FTP-MOI, l'UJRE et l'UJJ contribuent activement à la libération du territoire, comme à Villeurbanne, Marseille ou Paris où l'UJRE est à l'origine de la création de la milice patriotique juive.

Les premiers maquisards de La Malquière.



Amicale des maquis de Vabre

Partie intégrante des corps francs de la Libération (CFL 10), les maquis de Vabre sont divisés en trois compagnies dont la deuxième, commandée par Robert Gamzon, est issue des maquis des EIF. En juin 1944, elle prend l'appellation de **compagnie Marc Haguenu**. La compagnie a notamment sous sa responsabilité le terrain de parachutage Virgule, homologué par Londres en juin 1944 et sur lequel sont réceptionnés des armes, du matériel, des agents des services secrets de la France libre, BCRA et même un commando américain OSS de 15 hommes. Le 8 août 1944, le terrain est attaqué par les Allemands, tout comme les campements de Laroque et Lacado ; sept maquisards sont tués au cours de ces affrontements. L'action la plus éclatante de la compagnie Marc Haguenu reste l'attaque d'un train allemand entre Mazamet et Labruguière le 19 août 1944, suivie de la libération de Castres.

Le maquis de l'AJ qui s'était développé fin 1943 dans le Tarn dans le secteur de Biques change à plusieurs reprises d'emplacements et fini par s'installer en avril 1944 à l'Espinassier dans le sud du département. Comme convenu avec les responsables de l'Armée secrète, les maquisards intègrent le **corps franc de la Montagne noire** après le débarquement du 6 juin 1944. Le peloton israélite ainsi constitué est placé sous le commandement de Raymond Levy-Seckel et Raoul Léons. Ayant perdu une part de leur autonomie par cette intégration, les hommes de l'AJ choisissent, afin de conserver leur spécificité juive, de donner le nom de **peloton Trumpeldor** ou **peloton bleu-blanc** à leur unité et d'arborer des épaulettes bleu-blanc. Le peloton israélite prend part aux combats de la Libération.

Au début de l'année 1944, l'**Organisation juive de Combat (OJC)** constitue un **groupe dans la capitale**. Entre le 17 et le 19 juillet 1944, les principaux responsables sont arrêtés par la Gestapo. La section est alors reconstituée avec des renforts venus de province et placée sous la direction de Lucien Rubel. La nouvelle formation comprend entre autres Tony Gryn, Rachel Cheigam ou encore Isidore Pohoryls. Au corps-franc se joint Albert Akerberg, chef de la Sixième à Paris. Peu avant la Libération, il est rattaché au groupe-franc Alerte du Mouvement de Libération nationale (MLN) commandé par le capitaine Pierre Galais dit Charcot-Neuville. Le 18 août 1944, un commando de l'OJC, muni d'un ordre de mission signé du colonel Rol-Tanguy, prend possession du camp de Drancy. À partir du 19 août, le groupe-franc Alerte est affecté à la protection du poste de commandement du colonel Rol-Tanguy, place Denfert-Rochereau.

Les résistants juifs qu'ils soient de l'**UJJ**, de l'**UJRE** ou des **FTP-MOI** participent également activement aux combats de la Libération. À Villeurbanne, ils sont à la tête de l'insurrection déclenchée le 24 août 1944. À Marseille, ils combattent dans tous les secteurs de la ville. Signe de reconnaissance, ils prennent part au défilé de la Victoire le 29 août 1944. À Paris, l'UJRE met en place une milice patriotique juive. Forte de 150 à 200 membres, elle est notamment chargée de prendre possession des locaux occupés par l'UGIF. Ses détachements et groupes participent également à la construction des barricades, à la libération des mairies d'arrondissements et autres édifices publics.



Mémorial de la Shoah, Paris (France)

Après la libération de Castres, les maquisards de la compagnie Marc Haguenu sont acclamés par la population, 21 août 1944.



Drapeau de la 5^e compagnie Rayman du bataillon 51/22 (dimensions : 61 x 56 cm)

Mémorial de la Shoah, Paris (France)

Poursuivre le combat jusqu'à la Victoire

La libération du territoire ne signifie pas la fin de la guerre. De nombreux résistants s'engagent dans l'armée régulière pour porter le coup fatal au nazisme. Dans plusieurs villes ou départements, les dirigeants FTP et FTP-MOI ordonnent à leurs combattants juifs de créer des unités spécifiquement juives ; c'est notamment le cas à Paris, Périgueux ou Limoges.

Répondant à l'appel lancé par la section juive de la MOI, un groupe de résistants juifs prend possession le 25 août 1944 de la caserne de Reuilly (Paris XII^e) en vue d'y constituer une compagnie juive. Jacob Tancerman, responsable de la milice patriotique juive, devient le commandant de cette nouvelle unité qui prend le nom de Marcel Rayman en hommage au FTP-MOI fusillé le 21 février 1944. La compagnie Rayman devient l'orgueil des organisations juives reconstituées qui lui apportent l'appui moral et matériel nécessaire. Le 21 septembre 1944, la compagnie Rayman devient la 5^e compagnie du bataillon 51/22 Liberté.

En Dordogne, Yves Péron, membre de l'état-major départemental FTP, demande à deux jeunes lieutenants FFI, Léon Lichtenberg et Raphaël Finkler, de créer un

détachement juif. Entre quarante et soixante jeunes juifs sont ainsi recrutés. L'unité, rattachée au bataillon Olivier du 4^e régiment Soleil, prend le nom de compagnie Paul Frydman, du nom de leur ami résistant du Mouvement national contre le racisme (MNCR) et de la MOI, massacré avec sa famille le 12 juin 1944. Son existence sera éphémère puisqu'on n'en trouve plus la trace après la mi-octobre 1944.

La région limousine semble également avoir eu son propre détachement juif comme le montre le film tourné en septembre 1944 à Oradour-sur-Glane puis à Limoges lors des obsèques de Sarah Jakobowicz. L'un des deux rubans ornant la couronne mortuaire porte l'inscription « détachement militaire Julien Zerman ». Cette unité a laissé peu de traces dans les archives, seul un numéro de *Droit et Liberté*⁽⁷⁾ d'octobre 1944 publie un entretien avec le commissaire aux effectifs du « 1^{er} bataillon juif de Limoges ». C'est au sein de cette compagnie qu'André Schwarz-Bart fait la connaissance d'Ernie Levy, dont il empruntera le nom et quelques éléments biographiques pour son roman *Le dernier des Justes*, prix Goncourt en 1959. ■

(1) *Les engagés volontaires juifs étrangers dans les armées françaises durant les deux guerres mondiales*, sous la direction d'Olivier Lalieu, Paris, éditions du Mémorial de la Shoah.

(2) Renée Poznanski, « La Résistance juive en France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, 35^e Année, n° 137 (janvier 1985), pp. 3-32.

(3) Lucien Lazare, *La Résistance juive*, éditions du Nadir, 2001. David Knout, *Contribution à l'histoire de la Résistance juive*, Paris, éditions du Centre, 1947.

(4) Toute la zone Sud est sous occupation allemande après que les Allemands ont pris le contrôle de la zone d'occupation italienne en septembre 1943.

(5) *Juifs au combat, témoignage sur l'activité d'un mouvement de Résistance*, par Jacques Lazarus (capitaine Jaquel) chef du groupe parisien de l'Organisation Juive de Combat, Centre de Documentation Juive Contemporaine, Série « Études et monographies » n° 9, Paris, éditions du Centre, 1947.

(6) Officier juif de l'armée tsariste qui, venu s'installer comme pionnier en Palestine, est tombé à Tel-Haï en 1920 lors d'un affrontement avec une bande armée arabe.

(7) Archives départementales de Dordogne, PRE 223.

Le Mouvement de Jeunesse Sioniste Par Fabrice Bourrée

En mai 1942 se tient à Montpellier un congrès clandestin réunissant des délégués des différentes organisations de jeunesse sionistes. C'est lors de ce congrès qu'est décidée la création du Mouvement de Jeunesse Sioniste (MJS), union des jeunes sionistes sans distinction d'appartenance politique ou idéologique.

Après la défaite de 1940, les dirigeants des multiples organisations sionistes se replient en zone Sud. Joseph Fischer, commissaire général du *Keren Kayemeth* (fonds national juif) en France lance alors un appel à tous les responsables sionistes en vue d'instaurer une politique commune aux différentes organisations sionistes. En décembre 1941, les dirigeants de la Fédération de la Jeunesse sioniste se réunissent à Lyon, à la brasserie Georges, sous la direction de Simon Levitte et en présence de Joseph Fischer. C'est au cours de cette réunion qu'est décidée la création d'un mouvement unique avec pour objectif de « rassembler les jeunes Juifs dans un esprit de résistance morale par l'éducation, par la connaissance du judaïsme et par une fraternité d'idéal sioniste⁽¹⁾ ». La présidence du mouvement est confiée à Dika Jefroykin et son secrétariat général à Simon Levitte. Son financement est au départ assuré par la Fédération de la Jeunesse sioniste.

Des groupes (*G'doudim*) sont constitués à Grenoble, Annemasse, Chambéry et Nice. La section de Grenoble établit son siège cours Jean-Jaurès. Dirigée par Otto Giniewsky, dit Toto, et Georges Schnek, elle est reconnue comme l'une des plus actives, tout comme celle de Nice dirigée par Jacques Waitrobo⁽²⁾.

En mai 1942 se tient à Montpellier le premier congrès en temps de guerre de la Jeunesse Sioniste. Ce congrès acte la création du Mouvement de Jeunesse Sioniste de France (MJS) dont l'objectif principal est le regroupement de tous les jeunes sionistes quelles que soient leurs opinions politiques ou leurs conceptions religieuses. À l'initiative de Simon Lévitte, Joseph Fischer et Otto Giniewski, il est décidé de refuser d'intégrer l'Union générale des Israélites de France (UGIF) et de transformer le mouvement en organisation clandestine.

En août 1942, une école des cadres se tient à Moissac (Tarn-et-Garonne) durant trois semaines. En parallèle, un service social qui prendra l'appellation « Éducation physique » début 1943 est mis en place avec pour objectif de sortir des internés des camps d'internement, de les cacher et de leur procurer aide sociale et morale. Cette action de sauvetage se fait également en lien avec le service social clandestin des Éclaireurs israéliens de France, « La Sixième ».

Certains membres du MJS en coopération avec l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), les Éclaireurs israéliens de France (EIF) et l'Armée juive (AJ) participent aux tentatives de passages d'enfants et d'adultes en Suisse. D'autres filières partent vers l'Espagne pour rejoindre ensuite les armées alliées tandis que certains volontaires sont intégrés aux maquis et aux corps francs, notamment dans la Montagne noire ou au sein de l'Organisation juive de combat⁽³⁾.

Selon un rapport du 30 juillet 1943, mentionné par Ruth Fivaz-Silbermann⁽⁴⁾, le MJS de Grenoble aurait assisté (entre légalité et clandestinité) quelque



Séance d'entraînement physique des jeunes du MJS au chalet des Michalons à Saint-Nizier du Moucherotte, 1944.

2 000 personnes. Jeanne Latchiver, surnommée affectueusement la « reine-mère », âgée de 40 ans en 1942, accueille les réunions du MJS, toujours semi-clandestines, dans sa maison de Seyssis (Isère), puis d'Echiroles (Isère). Son domicile reste jusqu'à la Libération lieu de rencontre et boîte aux lettres du groupe⁽⁵⁾. Le groupe a même loué (en période d'occupation italienne) un chalet au-dessus de



Grenoble, aux Michalons, près de Saint-Nizier-du-Moucherotte, où il se réunit le dimanche dans un esprit scout, pour y suivre des conférences sur le judaïsme mais surtout pour y faire de la culture physique et des exercices paramilitaires, avec Jacques Lazarus comme instructeur militaire.

Le MJS a subi de lourdes pertes dans ses rangs parmi lesquelles Mila Racine, Marianne Cohn, Jacques Waitrobo ou encore Eugène Bass.

Un bilan dressé par le MJS en août 1944 mentionne des « papiers fournis à environ 25 000 personnes [...], 1 723 passages en Suisse, 134 passages divers (de Belgique etc.), 1 362 jeunes placés ». Il souligne qu'environ 4 000 jeunes ont bénéficié de l'assistance du MJS, non seulement en argent, mais en vêtements, nourriture etc⁽⁶⁾.

(1) Anny Latour, *La Résistance juive en France*, Paris, Stock, 1970.

(2) David Knout, *Contribution à l'histoire de la Résistance juive en France 1940-1944*, Paris, édition du Centre, 1947.

(3) Georges Loinger, *Les Résistances juives pendant l'Occupation*, Paris, Albin Michel, 2010.

(4) Ruth Fivaz-Silbermann, *La fuite en Suisse : Les Juifs à la frontière franco-suisse durant les années de la « Solution finale »*, Paris, Calmann-Lévy, 2020.

(5) Mémorial de la Shoah, Paris ; DLXI-55, témoignage de Jeanne Latchiver.

(6) Yad Vashem, 298/7439 : « Rapport provisoire du Mouvement de la Jeunesse sioniste de France », août 1944.

Deux responsables du Mouvement de Jeunesse Sioniste (MJS) dans une rue de Grenoble : Otto Giniewski, chef du *G'doud* de Grenoble et, à sa droite, Léon Roitman.

Après l'invasion de la zone Sud par les Allemands le 11 novembre 1942, Otto Giniewski disperse le *G'doud* de Montpellier et prend la direction régionale du MJS à Grenoble. Comme responsable régional, il établit des relations permanentes avec les groupes de Lyon et de Nice et leur fournit du matériel. En parallèle, il entre en relation avec l'Armée juive (AJ) à Toulouse par l'entremise de Sam Segal et prête serment à cette organisation de Résistance armée. C'est par l'intermédiaire de l'AJ que des jeunes du MJS de Grenoble et de la région sont envoyés dans les maquis juifs des Éclaireurs israéliens de France ou à celui de la Montagne noire.

La chute de la section parisienne de l'Organisation Juive de Combat (OJC) Par Fabrice Bourrée

L'Armée juive devenue OJC suite à la signature d'accords avec le Mouvement de Jeunesse Sioniste (MJS) et les Éclaireurs israélites de France (EIF) s'implante dans la capitale au début de l'année 1944. André Amar, officier de réserve, devient le chef du groupe parisien de l'OJC tandis que César Chamay prend la direction de son service de renseignements et Ernest Appenzeller du corps-franc. Un service de faux papiers est mis en œuvre en lien avec Maurice Loebenberg, responsable du service des faux papiers du Mouvement de libération nationale (MLN). À la mi-juillet 1944, les principaux responsables sont arrêtés par la Gestapo. Démantelé par cette vague d'arrestations, le corps franc de l'OJC de Paris réussit cependant à reconstituer une unité combattante grâce à des renforts venus de Nice et de Lyon.

Face à la pénurie d'armes dont souffre l'Armée juive, Henry Pohorylès, chef du corps franc de Nice, est mis en rapport en avril 1944 avec une personne se présentant comme un officier de l'Intelligence Service (IS), Charles Porel, par l'entremise d'une jeune juive russe, Lydia Tschervinsky. Cet officier est en fait Karl Rehbein, agent de l'Abwehr⁽²⁾. Les deux hommes se rencontrent une première fois à Marseille le 6 mai 1944 puis à Montauban à la mi-mai. Pohorylès envoie des rapports très détaillés au comité directeur de l'AJ à Toulouse sur ces entretiens.

Mémorial de la Shoah, DCCOXX



Première page de la lettre manuscrite, datée du 21 juillet 1944, signée Betty, dressant un bilan des arrestations au sein de la section parisienne de l'OJC.

Cette lettre écrite deux jours après les arrestations qui ont décapité la section parisienne de l'OJC, est signée Betty. Il pourrait s'agir de Betty Knout, fille d'Ariane Knout et membre de l'OJC. Hormis Betty, le seul rescapé mentionné est Lucien Rabier, pseudonyme de Lucien Rubel, également absent de Paris lors du démantèlement du groupe. On ignore le destinataire de ce rapport mais il semble probable qu'il soit adressé à Lucien Lublin, l'un des principaux responsables de l'Armée juive.

d'escalier⁽⁴⁾ ». Le 22 juillet 1944, son cadavre mutilé est trouvé dans le bois de Verrières (Verrières-le-Buisson, Essonne).

Le 19 juillet, les agents de la Gestapo font une descente dans le local de l'OJC situé 90 boulevard de Courcelles (Paris XVII^e) où des jeunes éclaireurs israélites ont été convoqués pour parfaire leur instruction militaire. Ce jour-là douze personnes sont arrêtées dont Eddy Florentin, Paula Kaufmann et Rachel Graff.

Les résistants sont transférés à Fresnes puis à Drancy. Le 17 août 1944, ils sont embarqués dans le dernier convoi de déportation parti de Drancy. Presque tous réussissent à s'évader en sautant du train en

Rehbein réussit à capter l'attention des cadres de l'AJ leur faisant croire qu'un accord allait être conclu avec l'IS portant non seulement sur des livraisons d'armes mais également sur l'incorporation dans l'armée britannique d'une Légion juive recrutée en France et destinée à être transférée en Palestine après la Libération de la France. Tenus au courant les deux chefs de l'Armée juive, Abraham Polonski et Lucien Lublin participent activement à ce projet de Légion juive et donnent leurs instructions.

En juin 1944, Pohorylès, muté à Paris, reprend contact avec Charles Porel. Afin de finaliser les pourparlers, Jacques Lazarus, responsable de l'instruction militaire des membres de l'OJC, est envoyé à Paris⁽²⁾. Une réunion a lieu dans un appartement de la rue Jobbé-Duval. Lazarus et Pohorylès y font la connaissance du capitaine Jack, qui se dit officier du War office, en réalité Guy de Marcheret, agent double au service des Allemands et qui est déjà à l'origine de nombreuses arrestations de résistants.

Les pourparlers se poursuivent et un accord est trouvé le 11 juillet 1944 (selon le témoignage de René Kapel, aumônier général de l'OJC). Le texte de l'accord stipule entre autres « que le commandement interallié agissant en France par l'intermédiaire de ses officiers dûment mandatés par le War Office et l'Intelligence Service reconnaît l'Organisation juive de Combat comme formation nationale juive, enregistrée sous la dénomination de Légion autonome juive⁽³⁾ ».

Afin de conclure officiellement, Porel propose d'assurer le transport par voie aérienne vers Londres des deux émissaires de l'AJ, Jacques Lazarus et le rabbin René Kapel. Il est convenu que les officiers de l'Armée juive et les responsables des maquis juifs soient présentés aux agents de l'IS après réception d'un message codé diffusé à la BBC confirmant l'arrivée à Londres des deux émissaires de l'AJ.

Le 17 juillet 1944, Lazarus et Kapel montent dans une voiture qui doit les conduire au terrain d'atterrissage d'où ils partiront pour Londres. Moins de deux heures après leur départ, ils se retrouvent dans les locaux de la Gestapo, rue de la Pompe. Leur interrogatoire est bref puisque pour les besoins de l'accord prévu entre l'IS et l'AJ, ils avaient déjà fourni à Porel leurs véritables identités.

Les agents de la Gestapo tendent alors des souricières dans les locaux de l'OJC. Le 18 juillet 1944, plusieurs membres de l'OJC sont arrêtés dans leur quartier général au 75 rue Erlanger, dont André Amar, César Chamay, Ernest Appenzeller, Henry Pohorylès, Max Windmuller, Patricia Graff. Avec les résistants arrêtés se trouve Maurice Loebenberg, chef national du service des faux papiers du MLN. Interrogé dans les locaux de la Gestapo au 180 rue de la Pompe, Maurice Loebenberg est transféré rue des Saussaies où il est effroyablement torturé. Selon le témoignage de Rachel Cheigam : « Alors que son corps n'était plus qu'une plaie, ses bourreaux l'ont précipité dans la cage

marche dans la région de Saint-Quentin le 21 août 1944.

Démantelé par cette vague d'arrestations, le corps franc de l'OJC de Paris réussit cependant à reconstituer une unité combattante grâce à des renforts venus notamment de Nice et de Lyon⁽⁵⁾.

En décembre 1952, les survivants du groupe ont témoigné au cours du procès de la Gestapo de la rue de la Pompe devant le tribunal militaire de Paris. Jugé par contumace, Rehbein était aussi poursuivi pour le massacre de 34 résistants à la cascade du bois de Boulogne auquel il avait fait croire à une livraison massive d'armes⁽⁶⁾. ■

(1) Service historique de la Défense, Vincennes : GR 28P6/349 et GR 28P9/10643 (affaire Porel).

(2) *Juifs au Combat, témoignage sur l'activité d'un mouvement de résistance*, par Jacques Lazarus (Capitaine Jacquel) chef du groupe parisien de l'Organisation juive de Combat, Centre de Documentation Juive Contemporaine, Série « Études et monographies » n°9, Paris, éditions du Centre, 1947.

(3) René S. Kapel, *Un rabbin dans la tourmente (1940-1944). Dans les camps d'internement et au sein de l'organisation juive de combat*, Paris, éditions du Centre, 1985. Mémorial de la Shoah, Paris : DLXI-45, témoignage de René Kapel.

(4) Mémorial de la Shoah, Paris : DLXI-15.

(5) Anny Latour, *La Résistance juive en France*, Paris, Stock, 1970.

(6) Marie-Joséphine Bonnet, *Tortionnaires, truands et voblabos. La bande de la rue de la Pompe 1944*, Rennes, Ouest-France, 2013.

La milice patriotique juive et la libération de Paris

Par Fabrice Bourrée

En septembre 1943, la direction du Parti communiste français réclame l'instauration de « milices patriotiques » à implanter dans les entreprises et les quartiers de chaque ville. Ces groupes armés doivent quadriller le territoire afin de protéger les populations contre les exactions ennemies. Ces milices patriotiques sont officialisées par le Conseil national de la Résistance (CNR) le 15 mars 1944 dans son « Programme d'action de la Résistance ». Elles se mettent en place lentement et très partiellement sous l'impulsion, le plus souvent, des militants communistes. Le 10 août 1944, le CNR en fixe le statut et place les milices patriotiques sous l'autorité des Comités de Libération.

Au printemps 1944, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) envisage la mise en place d'une milice patriotique juive (MPJ) dans la capitale sur le modèle des milices patriotiques « traditionnelles ». Or, à Paris, la répression a fait de terribles ravages dans les rangs des FTP juifs. La direction de l'UJRE envoie Jacob Tancerman, responsable militaire de l'UJRE pour la zone Sud, dresser un rapport de la situation dans la capitale. Sur place, il rencontre notamment les responsables de la jeunesse juive. De retour à Lyon pour rendre compte de sa mission, Tancerman reçoit l'ordre de retourner à Paris début juin 1944 pour y organiser la milice patriotique juive et assurer l'encadrement et la préparation militaire des jeunes résistants juifs de Paris. Il est secondé par les dirigeants parisiens de l'Union de la Jeunesse Juive (UJJ) : Jean-Claude Schwartz, Marcel Fiszbin et Robert Endewelt⁽¹⁾. Tancerman impose la récupération d'armes comme objectif prioritaire. C'est ainsi que des groupes de jeunes juifs partent récupérer des armes sur les rives de la Seine, de l'Oise et de la Marne pendant que les soldats allemands se bagayent.

Lors de l'insurrection parisienne, la milice patriotique juive compte 150 à 200 membres. Le 19 août au matin, elle prend possession de l'immeuble du 21 rue des Tournelles, non loin de la synagogue du Consistoire, où se trouvait le dispensaire de l'Union générale des Israélites de France (UGIF). Jacob Tancerman y établit son quartier général. Entre le 19 et le 21 août, les membres de la MPJ s'emparent de nombreux locaux : la « soupe populaire » de l'UGIF, 8 rue de Saintonge (III^e arrondissement) ; le siège de l'Organisation Reconstruction Travail (ORT), 12 rue des Saules (XVIII^e) ; le dispensaire de l'OSE au 24 rue des Francs-Bourgeois (IV^e) ; des locaux de l'UGIF situés dans plusieurs arrondissements (III^e, IV^e, VIII^e, XI^e, XIX^e, XX^e⁽²⁾). Dans le local de l'UGIF de la rue des Rosiers, où la milice patriotique trouve les caractères d'imprimerie hébraïques qui servaient à l'édition du bulletin officiel de l'UGIF, est installée la première imprimerie légale de la *Presse Nouvelle*.

En parallèle, des détachements de la MPJ participent à la construction des barricades, à la libération des mairies d'arrondissements et autres édifices publics, notamment à la Maison des Syndicats et à la Bourse du Travail. Le 19 août, Michel Zaltzermann, dit commandant Fred, l'un des fondateurs du détachement Carmagnole, muté de Lyon à Paris pour y renforcer les combattants juifs, est tué par une rafale de mitrailleuse sur la barricade défendant le pont d'Austerlitz. Plusieurs membres de la MPJ prennent part à la défense de l'Hôtel de Ville. Jean-Claude Schwartz, l'un des dirigeants de la MPJ, se distingue lors des combats de la place de la République ce qui lui vaut d'être cité à l'ordre du régiment. Le 25 août, Roger Stein (dit Kienz), jeune membre de la MPJ âgé de 18 ans, est blessé lors de l'assaut de l'École militaire et admis à l'hôpital Necker⁽³⁾.

Un rapport d'activité (non daté) mentionne 100 participants de la MPJ aux combats de la libération de Paris avec pour bilan : six Allemands tués ou blessés et quinze faits prisonniers ; des armes et explosifs saisis (un fusil-mitrailleur, deux mitrailleuses, quinze revolvers, vingt grenades) ; un stock de denrées alimentaires récupéré au domicile d'un milicien dans le III^e arrondissement.

Le 29 août 1944, un tract appelle les Juifs de Paris à rejoindre en masse les milices patriotiques juives pour que « justice soit faite⁽⁴⁾ ». Par cet appel, les communistes juifs de Paris, signataires de ce tract, veulent « retrouver, dénoncer, arrêter et châtier, afin de les empêcher de nuire » « les traîtres de l'UGIF », mais



Coll. privée Jean-Louis Tancerman

Jacob Tancerman.

Membre fondateur du bataillon FTP-MOI Carmagnole, responsable militaire UJRE en septembre 1943, commandant de la compagnie Marcel Rayman du bataillon Liberté, il est le chef de la milice patriotique juive à Paris en juin 1944.

également « tous ceux qui se sont enrichis en faisant des affaires avec les hitlériens » ou encore « les donneurs, dénonciateurs qui, par lâcheté ou intérêt se sont mis au service de l'ennemi ». C'est donc la mission que se fixe la direction de la milice patriotique juive après la Libération.

Une note (non datée) intitulée « Les miliciens juifs agissent⁽⁵⁾ » dresse le bilan d'activité du mois d'octobre 1944. Composée de 500 membres, la milice patriotique juive dispose de « foyers » dans huit arrondissements parisiens ainsi qu'à Montreuil et Livry-Gargan. Au cours des trois premières semaines d'octobre, elle a mené une certaine d'enquêtes, procédé à une vingtaine d'arrestations et permis à une vingtaine de familles de réintégrer leurs logements.

Après la libération de Paris, une centaine de membres de la milice patriotique juive intègre la compagnie Marcel Rayman qui vient se former à la caserne de Reuilly sous le commandement de Jacob Tancerman. Le 31 août 1944, la milice patriotique juive éditte un tract en yiddish appelant les jeunes juifs à s'engager au sein de cette compagnie⁽⁶⁾. ■

(1) Robert Endewelt, « L'engagement dans la Résistance des jeunes juifs parisiens avec la MOI (1940-1945) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°129, 2015.

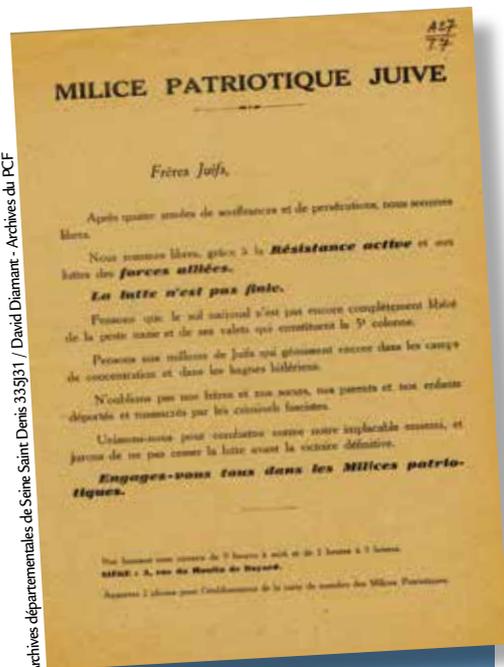
(2) Mémorial de la Shoah, Paris : fonds David Diamant, CMXXV 8-4-8. Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne : fonds David Diamant / UJRE, carton 26, dossier 44.

(3) Jacques Ravine, *La Résistance organisée des juifs en France 1940-1944*, Paris, Julliard, 1973. Jacques Adler, *Face à la persécution, les organisations juives à Paris de 1940 à 1944*, Paris, Calmann-Lévy, 1985. David Diamant, *Les Juifs dans la Résistance française 1940-1944 (avec armes ou sans armes)*, Paris, Roger Maria éditeur, 1971.

(4) Archives départementales de Seine-Saint-Denis, fonds David Diamant - Archives du PCF.

(5) *idem*

(6) *Mc Master University: World War, 1939-1945, Jewish Underground Resistance Collection.*



Archives départementales de Seine-Saint-Denis 33531 / David Diamant - Archives du PCF

Tract de la Milice patriotique juive appelant les « Frères Juifs » à s'engager dans cette formation.

La Fondation de la Résistance aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois

Comme chaque année, la Fondation de la Résistance a participé aux traditionnels Rendez-vous de l'Histoire de Blois, qui se sont déroulés du 6 au 9 octobre 2022 et avaient comme thème « la Mer. »

La Fondation a tenu tout au long du festival un stand sur lequel elle a pu diffuser ses dernières publications, notamment *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 110 qui sert de support à la brochure nationale du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème porte sur « L'École et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945) ».

L'équipe de la Fondation a également participé à différentes manifestations organisées dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire.

Fabrice Grenard est intervenu aux côtés de Sophie Bachmann, chargée de développement culturel et éducatif à l'INA et de Guillaume Pollack, docteur en histoire⁽¹⁾, lors d'un atelier pédagogique co-organisé par la Fondation de la Résistance et l'INA et intitulé « La face cachée des débarquements : le rôle de la Résistance dans la réussite des débarquements de Normandie et de Provence ».

Cet atelier, qui s'est tenu au centre de la Résistance, de la Déportation et de la Mémoire de Blois le vendredi 7 octobre de 14h30 à 16h, a connu un succès important puisque la salle était comble. Il a permis de montrer un certain nombre d'images d'archives concernant les deux débarquements alliés organisés en France en juin et août 1944 accompagnés d'analyses et d'explications historiques. Un compte-rendu de cet atelier a été réalisé par Joël Drogland pour le site des Clionautes⁽²⁾.

Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon ont par ailleurs participé à la table ronde organisée par l'APHG et animée par Marc Charbonnier autour du nouveau thème du CNRD. Organisée dans la salle capitulaire du Conseil départemental le vendredi 7 octobre de 17h15 à 18h45, cette table ronde a rassemblé un auditoire important avec notamment de

nombreux enseignants ayant l'intention de préparer le concours avec leurs élèves cette année. ●

FG

(1) auteur d'une thèse sur les réseaux de Résistance publiée en 2022 aux éditions Tallandier, Guillaume Pollack est attaché temporaire d'enseignement et de recherche en histoire contemporaine à l'université Paris-est-Créteil.

(2) <https://www.clionautes.org/la-face-cachee-des-debarquements-le-role-de-la-resistance-dans-la-reussite-des-debarquements-de-normandie-et-de-provence.html>



Raphaëlle Bellon, Fabrice Grenard et Marc Charbonnier lors de la table ronde organisée par l'APHG autour du thème du CNRD 2022-2023.

DR

Remise du prix Philippe Viannay au palais du Luxembourg

Créé en 1991 par l'association Défense de la France, attribué par la Fondation de la Résistance depuis la dissolution de cette association en 2006, le prix Philippe Viannay-Défense de la France récompense chaque année un ouvrage ou un manuscrit inédit consacré à la Résistance au nazisme en France ou en Europe. Il a récompensé par le passé de jeunes chercheurs pour leur thèse de doctorat inédite ou publiée (Sébastien Albertelli, Johanna Barasz, Julien Blanc, Cécile Vast, Masha Cerovic) ainsi que des chercheurs plus confirmés, professeurs d'Université ou directeurs de recherches français ou étrangers (Patrick Cabanel, Jacques Sémelin, Christian Chevandier, Roderick Kedward, Robert Gildea, Claudio Pavone).

La remise officielle du prix s'est déroulée comme chaque année au palais du Luxembourg, salle René Coty, le mercredi 16 novembre, en présence d'un nombre important d'invités. Sous la présidence de l'historienne Dominique Veillon, directrice de recherche émérite au CNRS, le jury était composé cette année de Mesdames Claire Andrieu, professeure émérite à Sciences Po Paris et Patricia Gillet, conservatrice du patrimoine aux Archives nationales et de Messieurs Laurent Douzou, professeur émérite à Sciences Po Lyon, Fabrice Grenard, directeur scientifique de la



Fabrice Grenard, Dominique Veillon, Gilles Pierre Levy, Claire Andrieu, Laurent Douzou et Patricia Gillet lors de la remise du prix.

Photo Frantz Malassis

Fondation de la Résistance et Bruno Leroux, historien.

Pour l'année 2022, le jury a décidé de récompenser l'historien Guillaume Piketty pour sa biographie de Pierre de Chevigné publiée aux éditions Tallandier. Il s'agit du premier travail scientifique consacré à cet homme de confiance du général de Gaulle qui réalisa d'importantes missions au Moyen-Orient, aux États-Unis ou dans les territoires français libérés par la progression alliée au cours de l'été 1944. Pierre de Chevigné fut

nommé Compagnon de la Libération en 1945.

Le jury a également décidé cette année de décerner une mention spéciale à Guillaume Pollack, docteur en histoire, pour son livre consacré à l'histoire des réseaux, publié également par les éditions Tallandier. Cet ouvrage est la publication sous une forme remaniée d'une thèse qui avait été soutenue en Sorbonne le 10 septembre 2020 sous la direction d'Alya Aglan, professeur d'histoire contemporaine l'université de Paris I. ●

FG

Les 6^e rencontres annuelles du CIERV à Vichy sur le thème « La France libre, une certaine idée de la France »

Depuis sa création en 2015, le Centre international d'études et de recherches sur Vichy (CIERV) organise chaque année à Vichy des journées d'études consacrées à l'histoire de la période de l'Occupation allemande en France afin que le sujet cesse d'être tabou dans la ville qui a servi de capitale à l'État français entre 1940 et 1944. Ces journées d'études réunissent les meilleurs spécialistes de la période.

Consacrées à la France libre, les 6^e rencontres du CIERV qui se sont tenues les vendredi 4 et samedi 5 novembre 2022 au centre culturel de Vichy ont été co-organisées avec la Fondation de la Résistance, qui a largement participé à la manifestation.

Le vendredi 4 novembre, Bénédicte Vergez-Chaignon, qui a travaillé à la publication des livres de Daniel Cordier aux éditions Gallimard, a rappelé la trajectoire de l'ancien secrétaire de Jean Moulin. Sébastien Albertelli pour sa part a évoqué le corps des volontaires Françaises au sein de la France libre.

Jean-François Treffel, directeur général de la Fondation de la Résistance, a ouvert la



matinée du samedi 5 novembre en présentant les activités de la Fondation et son rôle à la fois mémoriel, scientifique et pédagogique. Fabrice Grenard est revenu sur les relations entre la France libre et la Résistance intérieure entre 1940 et 1944 tandis que Frantz Malassis a abordé la façon dont la presse clandestine de la Résistance intérieure a présenté la figure du général de Gaulle. L'après-midi, le journaliste Jean Lebrun, qui a longtemps animé l'émission « La marche de l'histoire » sur France Inter, a évoqué le ralliement de Saint-Pierre et Miquelon à la France libre avant que l'historien et ancien ministre Jean-Noël Jeanneney ne termine les rencontres par un exposé consacré à l'appel du 18 juin, sa portée et sa signification.

Ces rencontres du CIERV ont, comme chaque année, rencontré un très grand succès avec une centaine de personnes ayant assisté à l'ensemble des conférences. Grâce à un stand installé à l'entrée du centre culturel, la Fondation de la Résistance a pu diffuser auprès du public présent ses dernières publications. ●

FG

Pour transmettre vos valeurs citoyennes à la jeunesse, donnez à la Fondation de la Résistance

La Résistance a été autant un combat spirituel et moral qu'une lutte militaire et politique contre l'occupant allemand et le régime de Vichy. Elle était porteuse de valeurs humanistes et républicaines. C'est au nom de ces valeurs et grâce à un large consensus autour d'elles que fut instaurée une société plus juste à la Libération. Cet héritage moral qui a façonné la société française contemporaine, les résistants ont souhaité le transmettre aux jeunes générations. C'est pourquoi, en 1993, venant de tous les horizons de pensée, ils ont créé la Fondation de la Résistance pour qu'une structure dynamique leur survive.

Placée sous le haut patronage du Président de la République, reconnue d'utilité publique, la Fondation de la Résistance a encouragé la recherche historique et a développé une importante activité pédagogique notamment grâce au Concours national de la Résistance et de la Déportation. Pierre angulaire de la transmission de cette histoire et de cette mémoire, il lui permet chaque année de transmettre les valeurs de la Résistance auprès de 40 000 jeunes collégiens et lycéens.

Vous qui souhaitez maintenir et transmettre l'héritage de la Résistance, que vous soyez ou non personnellement ou familialement lié à un ou des résistants, aidez-nous à maintenir vivants ces ferments civiques auprès de ces citoyens en devenir. Donnez-nous les moyens de poursuivre cette mission d'intérêt général. Faites un don à la Fondation de la Résistance !

Vous pouvez sur simple demande recevoir notre dernier rapport d'activité et notre brochure « Dons, donations, legs. Savoir pour prévoir »



Rencontre intergénérationnelle lors des Journées annuelles de la Fondation de la Résistance entre des élèves du lycée Lalande de Bourg-en-Bresse (Ain) et Pierre Figuet, résistant-déporté.

Photo Frantz Malassis

L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance à Paris et en province

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a multiplié ses activités culturelles et mémorielles à Paris et en province.



Photo Fabrice Bourrée

L'assemblée générale de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance

L'assemblée générale de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance s'est tenue le 6 octobre 2022 au siège de la Fondation, en présence du directeur général de la Fondation de la Résistance, le préfet Jean-François Treffel.

Elle a donné l'occasion de rappeler les différentes activités conduites en 2021 tant à Paris que par les délégués départementaux : cérémonies, conférences, participation à l'organisation du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), visites de sites mémoriels de la Résistance...

Le renouvellement des mandats des administrateurs n'ayant pas eu lieu de façon complète en raison de la crise sanitaire, les membres du conseil d'administration ont été élus à l'unanimité pour une durée de six ans. Il s'agit de Michel Ambault, Robert Badinier, Maurice Bleicher, Jeannine Calba, François-René Christiani-Fassin, François Fouré, Thierry Jallerat, François-Xavier Mattéoli, Jean Novosseloff, François-Xavier Rebattet.

Par ailleurs, l'assemblée générale a ratifié à l'unanimité les nominations de François-Xavier Mattéoli et de Maurice Bleicher qui deviennent respectivement président et vice-président de l'association.

Les perspectives d'action pour les mois à venir ont ensuite été présentées. Il est ainsi prévu la reprise des conférences dédiées et du salon du livre résistant, l'organisation d'une soirée durant laquelle un étudiant en master exposerait ses travaux de recherche, la réalisation d'une vidéo évoquant le soutien que peuvent apporter la fondation et l'association aux candidats au CNRD et aux étudiants. Venant en appui de ce programme culturel, la communication sera développée.

En parallèle de l'assemblée générale, les participants ont été conviés à visiter une petite exposition consacrée à la Résistance et à la France libre durant l'année 1942.

Une conférence-dédicace très suivie

Dans le cadre de son cycle de conférences dédiées, l'association a reçu Lorraine Colin qui a présenté son ouvrage *De Châteaux en prison, la vie d'Élisabeth de la Panouse-Debré, amour et Résistance*.

Elle a abordé successivement le parcours d'Élisabeth de la Panouse, une des pionnières



Photo Maurice Bleicher

de la Résistance membre du réseau du musée de l'Homme, son internement et sa correspondance clandestine écrite à Robert Debré depuis sa prison.

Elle a également exposé les recherches qui lui ont permis de découvrir et d'exploiter les archives de l'avocat qui a assuré la défense d'Élisabeth de la Panouse, maître Fernand Mouquin. L'assistance a pu ainsi découvrir l'engagement d'avocats comme Maurice Garçon ou Fernand Mouquin qui ont mis leur talent au service de résistants tels que Georges Mandel et Gabriel Péri. Ils défendront de nombreux résistants lors de procès devant des juridictions allemandes qui conduiront le plus souvent les accusés devant le peloton d'exécution.

Une émouvante cérémonie au monument de la Nouëtte (Morbihan)

Le 26 juin dernier, Patricia Arzel-Mazet, déléguée de l'association pour le Morbihan, a participé à la commémoration des combats du maquis de la Nouëtte menés le 18 juin 1944.

Au moment du débarquement de Normandie, les résistants morbihannais appuient l'opération militaire alliée. La bataille du maquis de Saint-Marcel constitue alors un des hauts faits d'armes de la Résistance.



Photo Anne Caëlin

Le monument érigé près de La Nouëtte honore les maquisards tombés lors de ces combats. Le colonel Maurice, ancien chef départemental FFI, a commandé aux architectes vannetais Charron et Le Bellec, la réalisation de ce monument dont la première pierre est posée par le général de Gaulle en 1947.

La Résistance mise à l'honneur à Lyon

À Lyon, Bernard Esambert, vice-président de la Fondation de la Résistance et Robert Bacconnet, délégué départemental de l'association pour le Rhône, ont participé le 24 août à la cérémonie du 78^e anniversaire de la Libération de la prison de Montluc.



Le Progrès/Ch. Salisson

Le même jour, ils ont également pris part à l'inauguration à Lyon d'une rue Hélène Berthaud. Née en 1923, Hélène Berthaud entre dans la Résistance en 1941. Membre du mouvement Combat puis des Mouvements Unis de Résistance, elle assure des liaisons entre les maquis de l'Ain, de la Saône de la Loire et du Jura. Début 1944, elle est affectée en tant qu'agent de liaison à Alban Vistel qui prendra le commandement régional des FFI à l'été 1944. Dénoncée, elle est arrêtée le 3 août 1944. Interrogée et torturée pendant 10 jours dans les locaux de la Gestapo, elle est internée à Montluc. Le 24 août, elle est sauvée de l'exécution grâce à la Résistance qui libère la prison de Montluc. Elle consacre sa vie à témoigner de son engagement et de son parcours auprès des publics scolaires. Présidente de l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance, Hélène Berthaud était par ailleurs déléguée de la Fondation de la Résistance dans le Rhône. ●

Maurice Bleicher

Adhésion :

Cotisation minimum 30 €
Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18 place Duplex – 75015 Paris
Courriel : contact@memoresist.org
site internet : www.memoresist.org
Page Facebook :
www.facebook.com/Memoresistance
Tél. : 01 45 66 92 32

Entretien avec le préfet Jean-Francis Treffel, nouveau directeur général de la Fondation de la Résistance

Le préfet Jean-Francis Treffel, a été nommé directeur général de la Fondation de la Résistance, à compter du 1^{er} juillet 2022, succédant au préfet Victor Convert, parti à la retraite. À l'occasion de son arrivée à ce poste, nous lui avons posé quelques questions.

Vous dirigez depuis quelques semaines la Fondation de la Résistance. Pouvez-vous nous dire quel a été votre parcours professionnel ?

Mon parcours professionnel est celui d'un préfet de la République, fonction que j'ai exercée à plusieurs reprises tant en métropole qu'en outre-mer. Mes responsabilités m'ont conduit aussi bien en administration territoriale comme directeur de cabinet de préfet, secrétaire général de préfecture, sous-préfet d'arrondissement, préfet, qu'en administration centrale : à la direction du Trésor du ministère de l'Économie et des Finances, au ministère de l'Intérieur, au secrétariat général du gouvernement. Je me suis toujours beaucoup investi dans les « fabriques à projets » que ce soit comme administrateur de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, de l'établissement public du Centre Pompidou Metz ou de l'Institut Régional d'Administration de Metz. J'ai également exercé les mandats de secrétaire général et de vice-président de l'association nationale du corps préfectoral.

Qu'est-ce qui vous a amené à accepter ce poste ?

Gilles Pierre Levy, notre président m'a proposé de rejoindre la Fondation de la Résistance à l'issue de mon poste de préfet de l'Allier. J'ai mesuré le grand honneur qui m'était fait et l'opportunité pour moi de continuer à être utile à l'intérêt général. J'ai accepté sans hésiter.

Quels sont les liens qui vous unissent à la Résistance française ?

Par définition, c'est une période de l'histoire de notre pays que je n'ai pas connue. J'ai en mémoire, alors que j'étais jeune directeur

de cabinet à Blois les récits de résistant et de ministre du général de Gaulle faits par Pierre Sudreau, alors maire de Blois. Dans mes responsabilités de sous-préfet et de préfet, je me suis attaché à toujours présider les cérémonies mémorielles dont, bien sûr, la journée de la Résistance. J'ai également organisé à plusieurs reprises, à la préfecture, la remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Préfet de l'Allier j'ai personnellement rendu hommage aux 80 parlementaires qui ont refusé les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940 et accueilli à la sous-préfecture de Vichy, en décembre 2021, Serge et Beate Klarsfeld lors de la venue du Président de la République.

Quels sont actuellement les projets de la Fondation de la Résistance et quelles orientations souhaitez-vous lui donner ?

Tant la transmission de la mémoire historique, en tant que fils d'enseignants, que celle des valeurs de la Résistance et de la République m'animent. Avec cette obsession, comment, alors que dans 17 ans – soit demain –, la Résistance aura un siècle, faire que cette mémoire atteigne les plus jeunes générations et l'imprègne. Nous le mesurons tous avec nos enfants et petits-enfants, les événements de la Résistance sont souvent bien loin de leurs préoccupations.

À la Fondation de la Résistance de proposer les moyens de faire vivre cette mémoire et sa transmission en liaison d'abord avec les enseignants et les enseignantes.

À plus court terme, mon projet est de préparer, sous l'autorité du président

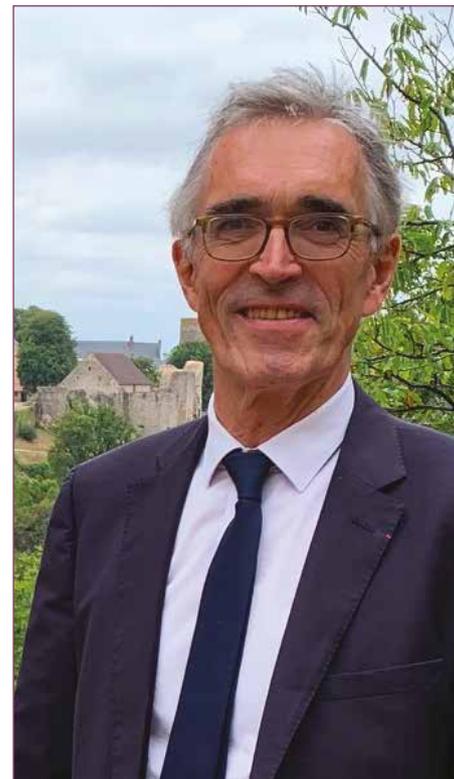


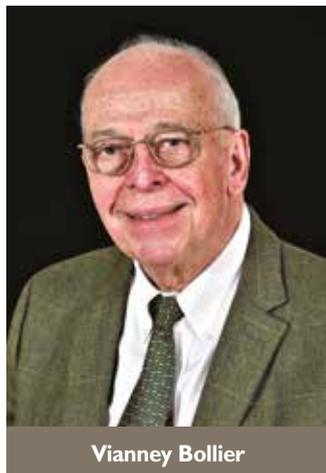
Photo 2019

de notre fondation, la séquence mémorielle des trois années qui s'ouvre le 1^{er} janvier prochain. Il en sera ainsi en 2023 de la célébration du 80^e anniversaire de la première réunion du Conseil National de la Résistance et du 30^e anniversaire de la reconnaissance d'utilité publique de la Fondation de la Résistance. Notre Fondation, avec toute son équipe, sera à ces rendez-vous et y prendra toute sa part. ●

Nominations au conseil d'administration et arrivée dans l'équipe de la Fondation de la Résistance

Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, a accueilli au conseil d'administration **Vianney Bollier**, président de l'association X Résistance, directeur de société d'assurances, comme trésorier et membre du bureau ainsi que **Bruno Leroux**, ancien directeur historique de la Fondation de la Résistance (1999-2017), comme administrateur.

Raphaëlle Bellon, normalienne, professeure agrégée d'histoire a, quant à elle, rejoint l'équipe de la Fondation de la Résistance en tant que responsable des activités pédagogiques.



Vianney Bollier



Bruno Leroux



Raphaëlle Bellon